EL/LR/TM/eb
Bruxelles, 04 novembre 2026

Soutien de la CES à la journée nationale d'action syndicale du 5 novembre en France

Chers collègues,

Je vous écris pour vous exprimer le soutien et la solidarité sans réserve de la CES à l'égard de votre journée nationale de grève et de manifestation prévue le jeudi 5 novembre.

Votre appel commun parle au nom des travailleuses et travailleurs de France et trouve un écho dans toute l'Europe. Carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité… tout augmente, sauf les salaires et les pensions. Le gouvernement français tente de geler les prestations sociales, de réduire le rôle protecteur de la sécurité sociale, de baisser les moyens des services publics et de geler le salaire des fonctionnaires. Et alors que les plans de licenciements se multiplient, une politique industrielle pour protéger l'emploi et préparer l'avenir fait toujours cruellement défaut.

Demain, en exerçant les droits et libertés qui la sous-tendent, vous défendrez la démocratie elle-même. Vous serez des milliers – salarié·es du public comme du privé, jeunes et retraité·es – à exercer vos libertés démocratiques de grève, de manifestation et de réunion. Le monde entier a les yeux rivés sur vous. C'est devenu un enjeu international majeur pour le gouvernement français de veiller à ce que vous puissiez le faire sans intimidation ni violence.

Ça suffit. Les travailleurs et travailleuses n'ont pas provoqué cette crise, et ils ne devront pas en payer le prix.

Partout en Europe, y compris ce mois-ci en Espagne, en Italie, en Irlande, en Belgique et en Grèce, des syndicats se mobilisent avec des revendications sur les salaires, le coût de la vie et les budgets 2027. Dans le même temps, une importante vague de mobilisations menées par la jeunesse traverse l'Europe, avec des revendications qui vont dans le même sens.

Il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Ensemble, nous portons nos revendications au niveau européen. La CES exige que la politique de l'UE renforce la capacité des travailleuses et travailleurs à négocier collectivement par l'intermédiaire de leurs syndicats, car c'est la voie la plus sûre vers des salaires équitables et des emplois de qualité. Nous exigeons une véritable stratégie industrielle européenne, dans laquelle le soutien public soit lié à la protection et à la création d'emplois de qualité. Et nous exigeons la justice fiscale, afin que les plus riches contribuent équitablement aux services publics dont nous dépendons tous.

Le mouvement syndical européen est aux côtés des travailleurs et travailleuses de France. Votre combat est notre combat.

En toute solidarité,

Esther Lynch
Secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats